

"Le dimanche sanglant de Budapest" dans Luxemburger Wort (5 novembre 1956)

Légende: Le 5 novembre 1956, le quotidien Luxemburger Wort dénonce le coup de force de Moscou en Hongrie et fustige l'inertie de l'Occident.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 05.11.1956, n° 310; 109e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Der Blutsonntag von Budapest", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_dimanche_sanglant_de_budapest_dans_luxemburger_wort_5_novembre_1956-fr-d720c095-c2f2-4689-b17f-a59f9dc79282.html

Date de dernière mise à jour: 12/04/2023



Le dimanche sanglant de Budapest

P. S. – Les événements sont bouleversants: à Budapest, partout en Hongrie, l'aspiration à la liberté intérieure et extérieure de tout un peuple, unanime comme jamais par le passé, est noyée dans le sang par l'armée rouge. Le dimanche sanglant du 4 novembre 1956 restera à jamais une grande tache noire gravée dans l'histoire du XX^e siècle.

Le plus bouleversant est que l'ensemble du monde civilisé doit assister au massacre sans même pouvoir lever le petit doigt pour protéger toute une population.

Et cela, à l'époque glorifiée du progrès, de la sécurité collective, du droit des peuples à l'autodétermination.

L'Union soviétique fête ces jours-ci le souvenir de la révolution d'octobre de 1917 avec des parades militaires, des discours, de la vodka et du caviar. Les ruines fumantes de Budapest fournissent l'horrificante toile de fond de la fête, comme Rome en flammes sous Néron.

Tels sont les épouvantables faits.

Il appartenait à l'Union soviétique de démontrer personnellement au monde entier que le régime communiste ne peut s'imposer qu'en recourant à la violence. Comme excuse, on nous dit que des éléments fascistes se seraient infiltrés en Hongrie et qu'ils auraient mené le soulèvement du peuple hongrois sur la voie de leurs intentions subversives. Peut-on demander au monde de croire ça? Et quand bien même, cela donnerait une vision surprenante des bienfaits du régime communiste dépeints depuis 1948 aux pays satellites, si une poignée d'intéressés et d'agents infiltrés de l'étranger avait effectivement pu en l'espace de quelques jours faire en sorte qu'un peuple de huit millions de personnes risque sa vie pour un avenir meilleur.

L'humanité est horrifiée face à la brutalité des événements. Elle sent à quel point l'offensive des chars soviétiques ébranle la conscience du monde. C'est avec effroi qu'elle prend conscience des procédés mis en œuvre par l'Union soviétique, qui a négocié jusqu'à ce que l'armée rouge ait occupé ses positions stratégiques, avant de lever cyniquement le masque. Une version moderne de la *fides punicas*'est exprimée hier dans la trahison de ce dimanche sanglant.

Que peut faire le monde, alors qu'un silence de mort s'abat sur Budapest et la Hongrie? Les yeux sont rivés sur New York, où les Nations unies se sont emparées de ce cas effroyable. Les Nations unies seront-elles en mesure d'apporter un quelconque soulagement à la détresse du peuple hongrois? Le Conseil de sécurité l'a essayé, mais son action a été bloquée par le veto soviétique. À présent, la parole est à l'Assemblée générale. Elle exige le retrait des troupes soviétiques de Hongrie. Mais est-ce que Moscou se soumettra à la demande impérative du monde libre?

Ainsi, les sentiments sont partagés entre l'angoisse, la tristesse et l'horreur. Il n'est même pas permis de soulager la détresse physique. Le rideau de fer est de nouveau tombé. À l'aéroport de Vienne, les colis d'aide humanitaire en provenance du monde entier s'accumulent, mais ils ne peuvent plus parvenir jusqu'à Budapest, où la population redoute la suite des événements.

Par le passé, en Grèce et en Perse, une action du Conseil de sécurité exécutée de façon énergique a permis d'éviter le pire sans devoir recourir à des mesures militaires, comme ce fut le cas plus tard en Corée. Cette fois, dans le cas de la Hongrie, une telle solution est-elle de nouveau envisageable? Les événements n'ont pas encore répondu à cette question, tout espoir n'est donc pas perdu. Mais pour ceux qui ont été touchés hier à Budapest et ailleurs en Hongrie, toute action viendra trop tard.

Selon la Charte de l'ONU, le grand principe des Nations unies n'est pas de régler la situation après des actes de violence mais d'éviter de tels actes grâce à la médiation et à des arrangements pacifiques. Mais si une des parties impliquées se refuse à entamer les discussions? La France et la Grande-Bretagne ont été accusées devant l'ONU d'avoir déclenché une action offensive sans avoir donné l'occasion à l'ONU de prendre au

préalable position. L'Union soviétique est apparue alors comme un des grands défenseurs du droit. Et maintenant? L'Union soviétique se refuse ne serait-ce qu'à inscrire le problème hongrois à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, sous le prétexte qu'il s'agirait d'une «ingérence dans les affaires intérieures d'un peuple». Pourtant, des appels à l'aide sont parvenus au Conseil de sécurité, envoyés à New York par un gouvernement qui, alors, était toujours reconnu comme partenaire de négociation par Moscou. Comprenez qui pourra.

Ou plutôt, on comprend bien.